

MOTION relative au maintien de 17 communes du Bassin versant du CHER hors zonage dit vulnérable

Le Conseil Municipal de Charron

Considérant que dans le cadre de la directive européenne Nitrates, il est prévu tous les quatre ans, une campagne de révision des zones dites vulnérables,

Considérant que ces mesures ont été réalisées du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019,

Considérant que notre territoire a connu deux étés et automnes, 2018, puis 2019, particulièrement arides, avec une classification en zone sécheresse, impactant fortement sur le débit des cours d'eau et rivières, concentrant de fait le niveau des résidus,

Considérant qu'une seule analyse nitrates parmi les mesures réalisées a présenté un seuil supérieur à 18 mg/l,

Considérant que la moyenne des analyses réalisés était bien inférieure à 10 mg/l,

Considérant que cette mesure supérieure à la norme n'a été constatée que sur un seul point de collecte, et que ce point est situé à l'extrémité de la zone,

Considérant que seulement 7 analyses ont été réalisées sur la période, ce qui ne permet pas d'appliquer la règle du Percentile 90, un nombre d'analyses supérieur aurait permis d'appliquer cette règle et donc de ne pas prendre en compte la seule mesure au-dessus de la norme,

Considérant que le prélèvement au-dessus du seuil de 18 mg/l a été réalisé le 08 février 2019, à la reprise de l'écoulement des eaux suite à la sécheresse de l'été et de l'automne 2018,

Considérant que le Cher traverse une zone fortement boisée, ce qui engendre une minéralisation importante et irrégulière suivant les aléas climatiques,

Considérant alors que les travaux de la station de traitement des eaux d'Auzances étaient toujours en cours, alors que depuis de nombreuses années, les rejets de cette station se déversant dans le ruisseau de la Noisette puis directement dans le Cher amont, étaient considérés comme très polluants,

Considérant qu'il peut, pour cette raison, être considéré que le taux supérieur à la norme puisse être imputé à une origine non agricole, mais humaine,

Considérant que la mise en fonction de la dite-station rénovée s'est faite en septembre 2019,

Considérant que nous constatons une nette baisse des installations agricoles depuis deux ans, ainsi qu'une baisse des effectifs en animaux, ce qui induit de facto une diminution de la pollution qui pourrait leur être imputée,

Considérant que notre territoire en dit extensif en système herbagé, avec une recherche en autonomie fourragère pour limiter les transports et les émissions de gaz à effet de serre,

Considérant qu'une partie de la zone est dite de montagne, présentant des difficultés à la mise en place de couverts végétaux (gels précoces, réduction des périodes d'épandage des effluents),

Considérant que nos exploitations seraient contraintes à augmenter les capacités de stockage d'effluents alors que la situation économique de nos agriculteurs, ne leur permettra pas de faire face à des investissements supplémentaires,

Considérant que sur ce territoire sont présents trois sites agro-alimentaires, dont une unité d'embouteillage de lait, fabriquant à Auzances, le seul beurre creusois, issu de la démarche qualité des producteurs Montlait.

Considérant que les mesures nouvelles issues de cette classification zones vulnérables impacteraient en premier lieu les producteurs laitiers, déjà fortement malmenés par la conjoncture, et notre situation géographique,

Considérant que les agriculteurs creusois sont engagés via leur chambre d'agriculture, avec le Conseil Départemental et régional, dans des démarches de préservation et protection de la ressource en eau, et de l'adaptation de leur modèle économique au changement climatique (présence d'un climatologue depuis 2012, analyses pluviométriques, ETP ETR et température...),

Considérant qu'ils sont en phase d'expérimentation et mettent de nouvelles pratiques en place pour se préparer pour l'avenir, dans une démarche raisonnée et durable, engagés dans l'élaboration d'un Plan Alimentaire Territorial à l'échelle départementale,

Considérant que les collectivités locales et le Département se sont engagés dans la mise en place d'une stratégie de protection et préservation de la ressource en eau accompagnés par l'Etat et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (Schéma départemental Eau, coopération des 84 Unités de Gestion en Eau départementales, politiques GEMAPI, soutien en ingénierie technique et financière pour les projets assainissement collectif et adduction en eau potable, labellisation des deux rivières sauvages, Réserve Naturelle Nationale de l'Etang des Landes, gestion des zones Natura 2000, protection des espaces naturels sensibles, des tourbières...), et cela en lien étroit avec le monde agricole,

Considérant que ce classement obérerait toutes les démarches volontaristes partenariales conduites jusqu'alors en matière de protection de l'environnement,

Demandent en fonction des éléments ci-dessus, avec l'ensemble des signataires, le retrait du classement en zone vulnérable du bassin versant du Cher de sa source jusqu'au complexe de Rochebut.

Fait à Charron, le 20 mai 2021,

Le Maire,

Les Conseillers Municipaux,

The block contains several handwritten signatures in black ink. From top to bottom, they include: a signature that appears to be 'Zach. All'; a signature that appears to be 'Charron'; a signature that appears to be 'Thomé'; a signature that appears to be 'Lebrmann'; and several other less legible signatures, including one that appears to be 'Charron' again. The signatures are written in a cursive, informal style.